



uOttawa

Faculté de droit – Section de common law
Faculty of Law – Common Law Section



Journée des carrières 2009 Career Day 2009

Salon d'information sur les carrières
en droit et justice sociale

Legal Careers in Social Justice
Information Fair

Services à la population étudiante
Centre des carrières et du développement professionnel

Students Services
Career and Professional Development Centre

FTX 233
613.562.5800 (3292)
lawcpdc@uottawa.ca

Contenu

Contents

Bienvenue
Welcome

Possibilités en justice sociale à la Faculté de droit
Social Justice Opportunities at the Faculty of Law

Programme de la journée
Itinerary

Participants aux Discussions table ronde
Panel Participants

Liste des participants au Salon d'information sur les carrières en droit et justice sociale
Legal Careers in Social Justice Information Fair Participant List

Plan de salle
Floor Plan

PSLawNet User Guide

Profils des organisations
Organization Profiles

Notes

Bienvenue à la Journée des carrières 2009 de la Section de common law

Nous aimerions vous souhaiter la meilleure des chances dans votre recherche d'une carrière juridique. Profitez de la journée et prenez le temps de rencontrer les représentantes et représentants d'une variété de cabinets et d'organismes. Avant tout, amusez-vous.

Bonne journée!

Services à la population étudiante
Centre des carrières et du développement professionnel

NOTE

Veillez noter que l'information retrouvée dans ce livret n'est pas exhaustive et n'inclut pas tous les postes d'été ou de stages de cléricature à Ottawa et à Toronto qui sont offerts aux étudiants et étudiantes. Ce livret contient plutôt les informations données par les différents cabinets et organismes qui participent à la Journée des carrières 2009. Le personnel du Centre des carrières et du développement professionnel (CCDP) de la Faculté de droit, Section common law, s'efforce de publier des renseignements des plus exacts, complets et à jour que possible. Le personnel se fonde, par contre, sur les renseignements que lui transmettent les organismes. CCDP ne peut garantir l'exactitude parfaite de tous les renseignements publiés dans ce livret. Nous vous encourageons à visiter la liste des sites web ci-incluse.

Welcome to the Common Law Career Day 2009

We wish each of you the best of luck in your pursuit of a legal career. Make the most of today as an information gathering and networking opportunity. Take the time to meet and speak with representatives from a variety of firms and organizations. Most importantly, have fun.

Have a great day!

Student Services
Career and Professional Development Centre

NOTE

The information contained in this booklet is not exhaustive; it only contains information regarding the law firms and organizations who are attending the Career Day 2009. The staff at the Career and Professional Development Center (CPDC) of the University of Ottawa, Faculty of Law, Common Law Section, have worked hard to keep the information in this booklet accurate, complete and up to date, but please be aware that we only included information as it was provided to us. The CPDC cannot guarantee that the information contained herein is completely accurate. We encourage you to consult the websites listed herein.

Possibilités en justice sociale à la Faculté de droit

Ci-dessous, vous trouverez une liste de certaines possibilités en justice sociale disponibles à la Faculté de droit.

La Clinique d'intérêt public et de politique d'Internet du Canada (CIPPIC)

La CIPPIC offre aux étudiants et aux étudiantes l'occasion d'obtenir de l'expérience tout en gagnant des crédits ou à titre de bénévole. La CIPPIC embauche régulièrement des étudiant(e)s en tant qu'assistant(e)s de recherche pour travailler sur des projets spécifiques.

Information supplémentaire:

<http://www.cippic.ca/travail-etudiant-a-la-cippic/>

Stages au Ministère des Affaires étrangères et Commerce international

Grâce au succès d'un projet pilote durant la session d'hiver 2009, les étudiant(e)s en deuxième et troisième année auront la chance de poursuivre des stages à base de recherche au Ministère des Affaires étrangères et Commerce international. La procédure de demande pour l'année 2009-2010 devrait être disponible à la fin du printemps.

Information supplémentaire:

http://www.commonlaw.uottawa.ca/index.php?option=com_content&task=view&id=2776&lang=fr

Stages auprès du Ministère de la Justice

Les étudiantes et les étudiants de deuxième et de troisième année peuvent faire un stage de recherche au Ministère de la Justice. Les stages offerts au Ministère de la Justice varient d'une session à l'autre. La procédure de demande changera pour l'année scolaire 2009-2010 et devrait être disponible à la fin du printemps.

Information supplémentaire:

http://www.commonlaw.uottawa.ca/index.php?option=com_content&task=view&id=2776&lang=fr

Réseau national d'étudiants pro bono

Le Réseau national d'étudiants pro bono (Le Réseau pro bono) est la seule association nationale d'étudiants de service pro bono au monde. Chaque année, sous la direction du bureau national, environ 2000 étudiant(e)s à travers le pays s'impliquent dans des programmes qui unissent l'apprentissage et le service dans l'intérêt public. Ceci permet aux étudiant(e)s en droit d'approfondir leurs connaissances en matière juridique tout en apportant de l'aide à des centaines d'organismes d'intérêt public, d'associations communautaires, d'agences gouvernementales et d'avocats travaillant à titre bénévole. Certains programmes permettent également aux étudiant(e)s de prêter service à des individus qui ne sont pas représentés par un avocat devant les tribunaux.

L'Université d'Ottawa offre à ses étudiantes et étudiants deux occasions pro bono distinctes. Les étudiant(e)s peuvent participer à des stages au courant de l'année scolaire ou durant l'été.

Les demandes pour le programme d'été sont acceptées durant le mois d'avril. Les demandes doivent être soumises au mois de juillet pour le programme durant l'année académique.

Information supplémentaire:

http://www.probono.uottawa.ca/fra/inf_stud-f.htm

Le stage Raven, Cameron, Ballantyne & Yazbeck s.r.l. en droit de la personne ou en justice sociale

Le stage Raven, Cameron, Ballantyne & Yazbeck s.r.l. en droit de la personne ou en justice sociale est offert aux étudiantes ou aux étudiants qui ont des intérêts particuliers en matière de la justice sociale, des droits humains et des droits à l'égalité. Il s'agit d'une excellente occasion d'acquérir une expérience professionnelle durant l'été. Le stage Raven, Cameron, Ballantyne & Yazbeck s.r.l. permet de travailler dans des dossiers juridiques avec des juristes, des clients ou clientes, des organisations gouvernementales ou non gouvernementales ou dans une combinaison de tels contextes. Voici quelques exemples de milieu de stage: le Centre de recherches pour le développement international, le « International Civil Liberties Monitoring Group », la Commission canadienne des droits de la personne, EGALE Canada, Amnestie Internationale, REACH Canada, le Centre pour la défense de l'intérêt public, et le Congrès du travail du Canada. Le stage est ouvert aux étudiant(e)s de 1^e année, 2^e année et de 3^e année d'un programme de 4 ans. L'information au sujet de la procédure de demande circule au mois de décembre et la date d'échéance sera en janvier.

Information supplémentaire: *Dictum et la Source*

Bourses de stage d'été pour l'avancement de l'intérêt public et Bourses de stage d'été en justice sociale

La bourse de stage d'été pour l'avancement de l'intérêt public a été conçu afin d'appuyer les étudiantes et les étudiants en droit de la Faculté de droit de l'Université d'Ottawa intéressés à entreprendre des projets pour l'avancement de l'intérêt public. L'étudiante ou l'étudiant qui choisit d'entreprendre un poste d'été de bénévolat permettant de promouvoir l'intérêt public et/ou la justice sociale, courra la chance de recevoir une bourse de stage d'été pour l'avancement de l'intérêt public.

La bourse de stage d'été en justice sociale donne l'occasion à l'étudiante ou l'étudiant de se familiariser avec la pratique de la défense de la justice sociale, tant dans le contexte canadien qu'international. Cette bourse de stage vise à développer chez les juristes de la justice sociale de demain, la capacité de contribuer à la réalisation des buts liés à la justice sociale et à la protection des droits de la personne. Après leur sélection en tant que boursière ou boursier de la justice sociale de l'Université d'Ottawa, les personnes dont la candidature est retenue seront responsables de se trouver un stage auprès d'une organisation d'accueil. Nous encourageons la recherche de milieux professionnels innovateurs qui permettent d'acquérir une expérience de travail dans le domaine de la justice sociale et de contribuer par la même occasion à l'organisation d'accueil.

Une session d'information aura lieu à l'automne et les demandes doivent être soumises au début de la session d'hiver.

Information supplémentaire: *Dictum et la Source*

Stage proposé par l'étudiante ou l'étudiant

L'étudiante ou l'étudiant de common law peut organiser un stage de son propre chef durant ses études à l'Université d'Ottawa. Ces stages aident à acquérir de l'expérience pratique, à explorer différents domaines de droit et différents milieux professionnels. Le stage peut se faire après la première année, durant n'importe quelle session universitaire. Les stages entrepris durant l'été (pour lesquels les crédits sont accordés à la session d'automne ou d'hiver suivante) ou durant la session de janvier peuvent se faire à l'étranger.

Information supplémentaire:

http://www.commonlaw.uottawa.ca/index.php?option=com_content&task=view&id=2774&lang=fr

Clinique Juridique Communautaire de l'Université d'Ottawa

En travaillant pour la clinique à titre de chargé de dossiers, les étudiants et les étudiantes qui s'intéressent à la fois à la défense des droits et à la justice sociale peuvent acquérir des habiletés et apporter une contribution à la collectivité. Le travail à la clinique permet aux étudiants et aux étudiantes d'acquérir une expérience pratique en gérant les dossiers des clients et en comparaisant devant le tribunal pour leur compte. Les étudiants et les étudiantes en droit travaillent à la clinique à titre de chargé de dossiers au cours de l'année scolaire et la clinique embauche à temps plein un certain nombre d'étudiants et d'étudiantes durant l'été.

Information supplémentaire :

<http://www.uottawa.ca/associations/clinic/fra/etudiants.htm>

Clinique de droit et de politique de l'environnement Ecojustice de l'Université d'Ottawa

Les étudiants et les étudiantes en droit, en sciences et ceux qui se spécialisent dans d'autres disciplines obtiendront une expérience pratique sur des questions environnementales soulevées par des groupes communautaires ou des organismes sans but lucratif.

Information supplémentaire :

http://www.commonlaw.uottawa.ca/index.php?option=com_content&Itemid=341&id=2237&lang=en&task=view&lang=fr

Social Justice Opportunities at the Faculty of Law

Below you will find a list of some of the social justice opportunities available at the Faculty of Law.

Canadian Internet Policy and Public Interest Clinic (CIPPIC)

CIPPIC offers students the opportunity to work on live projects and cases for academic credit (academic internships/directed research), for pay (summer internships + research assistantships), and as volunteers.

Additional information: <http://www.cippic.ca/students/>

Department of Foreign Affairs and International Trade (DFAIT) Internships

Based on the success of a pilot project in the Winter 2009 term, students in their second and third year will have the opportunity to pursue research-based internships at the Department of Foreign Affairs and International Trade. Application procedures for the 2009-2010 academic year should be available in late spring.

Additional information:

http://www.commonlaw.uottawa.ca/index.php?option=com_content&task=view&id=2776

Department of Justice Internships

Second and third year common law students have the opportunity to pursue research-based internships with the Department of Justice each academic year. The Department of Justice Sections participating in the DOJ Internships vary each semester. The application procedures will be changing for the 2009-2010 academic year and should be available in late spring.

Additional information:

http://www.commonlaw.uottawa.ca/index.php?option=com_content&task=view&id=2776

Pro Bono Students Canada

Pro Bono Students Canada (PBSC) is the world's only national pro bono student organization. Each year, under the direction of law student leaders at every law school in Canada and with support from lawyers at the National Office, PBSC programs engage approximately 2,000 law students across the country who combine education with public service by developing their legal skills while providing critical legal services to hundreds of public interest organizations, community groups, government agencies, legal clinics and lawyers working pro bono, as well as unrepresented individuals at courthouses and administrative tribunals.

The University of Ottawa offers its students two distinct ProBono opportunities. Students may participate in placements over the course of the academic year or during the summer months.

Applications for the summer program are accepted throughout the month of April. Applications for the program during the academic year are due in July.

Additional Information:

http://www.probono.uottawa.ca/eng/inf_stud.htm

The Raven, Cameron, Ballantyne & Yazbeck LLP Human Rights / Social Justice Internship

The Raven, Cameron, Ballantyne & Yazbeck LLP Human Rights / Social Justice Internship provides an excellent and meaningful summer work experience to students who are particularly interested in issues pertaining to social justice, human rights or equality rights. The Raven, Cameron, Ballantyne & Yazbeck LLP student intern will be given the opportunity to work on legal matters with either the firm's lawyers, clients, other government or non-government organizations, or a combination of such assignments. Placements have included: the International Development Research Centre, the International Civil Liberties Monitoring Group, the Canadian Human Rights Commission, EGALE Canada, Amnesty International, REACH Canada, the Public Interest Advocacy Centre, and the Canadian Labour Congress. The internship is open to students in 1st year, 2nd year and 3rd year of a 4 year program.

Additional information: *Dictum & The Source*

Social Justice and Public Interest Fellowships

"Public Interest Fellowships" are available to students who choose to work in summer volunteer positions that promote social justice activities. Placements or projects might include working for existing social justice organizations or can be designed as independent work proposals. Projects might include activist or community-based law practice, or legal policy work.

"Social Justice Fellowships" assist students in obtaining invaluable exposure to social justice advocacy in either a domestic or international context. The goal of the fellowship is to enhance the capacity of future social justice lawyers to pursue social justice goals and work towards the protection of human rights. Fellows are responsible for securing summer internships with host organizations and are encouraged to develop innovative internships in which they will learn about social justice work first-hand and through which the organization will benefit from their contributions.

An information session is held in the Fall and applications are due at the beginning of the Winter term.

Additional information: *Dictum & The Source*

Student Proposed Internships

Common Law students have the opportunity to pursue self-proposed internships during their studies at the University of Ottawa. They allow students to learn in a more practical setting and to explore different legal fields and work environments. These internships can be done during any academic term after first year. Internships during the summer terms (credits applied in the following fall or winter term) or the January terms may be undertaken abroad.

For additional information go to:

http://www.commonlaw.uottawa.ca/index.php?option=com_content&task=view&id=2774

University of Ottawa Community Legal Clinic

By joining the Clinic as caseworkers, students interested in both advocacy and social justice can gain practical experience and make a meaningful contribution to the community. Working at the Clinic provides law students with hands-on experience as they manage client files and make court or tribunal appearances. Law students work as caseworkers at the Clinic during the school year; in the summer, a number of law students are hired as employees to carry on casework full-time.

Additional information:

<http://www.uottawa.ca/associations/clinic/eng/lawstudent.htm>

uOttawa- Ecojustice Environmental Law and Policy Clinic

Students from law, together with those from science and other disciplines, will get hands-on experience working on environmental issues on behalf of community and non-profit clients, under the supervision of experienced lawyers and professors. The uOttawa-Ecojustice Clinic is designed to give approximately ten to fifteen students per semester a lead role in delivering environmental law services.

Additional information:

<http://www.commonlaw.uottawa.ca/en/programs/environmental-law/environmental-law-and-policy-clinic.html>

Journée des carrières 2009

Programme de la journée

Inscription

9h30 à 15h30 – Période d'inscription
(Rez-de-chaussée)

Salon d'information sur les carrières en droit et justice sociale

10h00 à 12h15 – Les kiosques seront ouverts – les étudiants peuvent circuler
(Salle de bal)

Discussions table ronde

10h30 à 11h15 – « La procédure de recherche d'emploi – de la demande à l'entrevue »
(Salle 201)

11h45 à 12h30 – « Ce que les facultés de droit ne vous enseignent pas...mais que vous devez vraiment savoir »
(Salle 201)

Salon des carrières pour les emplois d'été et la cléricature

14h00 à 16h30 – Les kiosques seront ouverts – les étudiants peuvent circuler
(Salle de bal)

Discussions table ronde

14h30 à 15h15 – « Défendre l'intérêt public en pratique privée »
(Salle 201)

15h45 à 16h30 – « Servir le public : pourquoi devriez-vous considérer une carrière dans le secteur public »
(Salle 201)

Career Day 2009 Itinerary

Registration

9:30am – 3:30pm – Registration open

Legal Careers in Social Justice Information Fair

10:00am – 12:15pm – Booths will be open to student circulation
(Ballroom)

Panel Discussions

10:30am – 11:15am – The Job Search Process: From Application to Interview
(Room 201)

11:45pm – 12:30pm – What Law School Doesn't Teach You...But You Really Need to Know
(Room 201)

Summer and Articling Fair

2:00pm – 4:30pm – Booths will be open to student circulation
(Ballroom)

Panel Discussions

2:30 pm – 3:15 pm – Private Practice in the Public Interest
(Room 201)

3:45 pm – 4:30 pm – Serving the Public: Why You Should Consider Practicing in the Public Sector
(Room 201)

Journée des carrières 2009 – Discussions table ronde

La procédure de recherche d'emploi – de la demande à l'entrevue (10h30 à 11h15)

Halla Elias, Borden Ladner Gervais LLP – Toronto
Matt Gervan, Burke-Robertson LLP – Ottawa
Anne Mundy-Markell, Gowling Lafleur Henderson LLP – Ottawa
Sylvia Davis, Lerner LLP – London & Toronto

Ce que les facultés de droit ne vous enseignent pas...mais que vous devez vraiment savoir (11h45 à 12h30)

Kelly Callon-McLean, Aird & Berlis LLP – Toronto
Andrea Risk, Cunningham Swan Carty Little & Bonham LLP – Kingston
Dean Psarras, McMillan LLP – Toronto
Erin Crotty, Tierney Stauffer LLP – Ottawa
Lisa Corrente, Torkin Manes LLP – Toronto

Défendre l'intérêt public en pratique privée (14h30 à 15h15)

Audrey Brousseau, Hameed Farrokhzad Elgazzar Brousseau – Ottawa
Paul Champ, Raven, Cameron, Ballantyne & Yazbeck LLP – Ottawa
Colleen Bauman, Sack Goldblatt Mitchell LLP – Ottawa

Servir le public : pourquoi devriez-vous considérer une carrière dans le secteur public (15h45 à 16h30)

Emma S. Markowitz, Ministère de la Justice
Lynn Iding, Aide juridique Ontario
Shantanu Roy, Ministère du procureur général – Ministère du Travail
Elaine Rufiange, Ministère du procureur général – Le Bureau du Tuteur et curateur public

Career Day 2009 – Panels

The Job Search Process: From Application to Interview (10:30am – 11:15am)

Halla Elias, Borden Ladner Gervais LLP – Toronto

Matt Gervan, Burke-Robertson LLP – Ottawa

Anne Mundy-Markell, Gowling Lafleur Henderson LLP – Ottawa

Sylvia Davis, Lerner LLP – London & Toronto

What Law School Doesn't Teach You...But You Really Need to Know (11:45pm – 12:30pm)

Kelly Callon-McLean, Aird & Berlis LLP – Toronto

Andrea Risk, Cunningham Swan Carty Little & Bonham LLP – Kingston

Dean Psarras, McMillan LLP – Toronto

Erin Crotty, Tierney Stauffer LLP – Ottawa

Lisa Corrente, Torkin Manes LLP – Toronto

Private Practice in the Public Interest (2:30 pm – 3:15 pm)

Audrey Brousseau, Hameed Farrokhzad Elgazzar Brousseau – Ottawa

Paul Champ, Raven, Cameron, Ballantyne & Yazbeck LLP – Ottawa

Colleen Bauman, Sack Goldblatt Mitchell LLP – Ottawa

Serving the Public: Why You Should Consider Practicing in the Public Sector (3:45 pm – 4:30 pm)

Emma S. Markowitz, Department of Justice

Lynn Iding, Legal Aid Ontario

Shantanu Roy, Ministry of the Attorney General – Ministry of Labour

Elaine Rufiange, Ministry of the Attorney General – Office of the Public Guardian and Trustee

Journée des carrières 2009

Salon d'information sur les carrières en droit et justice social

Career Day 2009

Legal Careers in Social Justice Information Fair

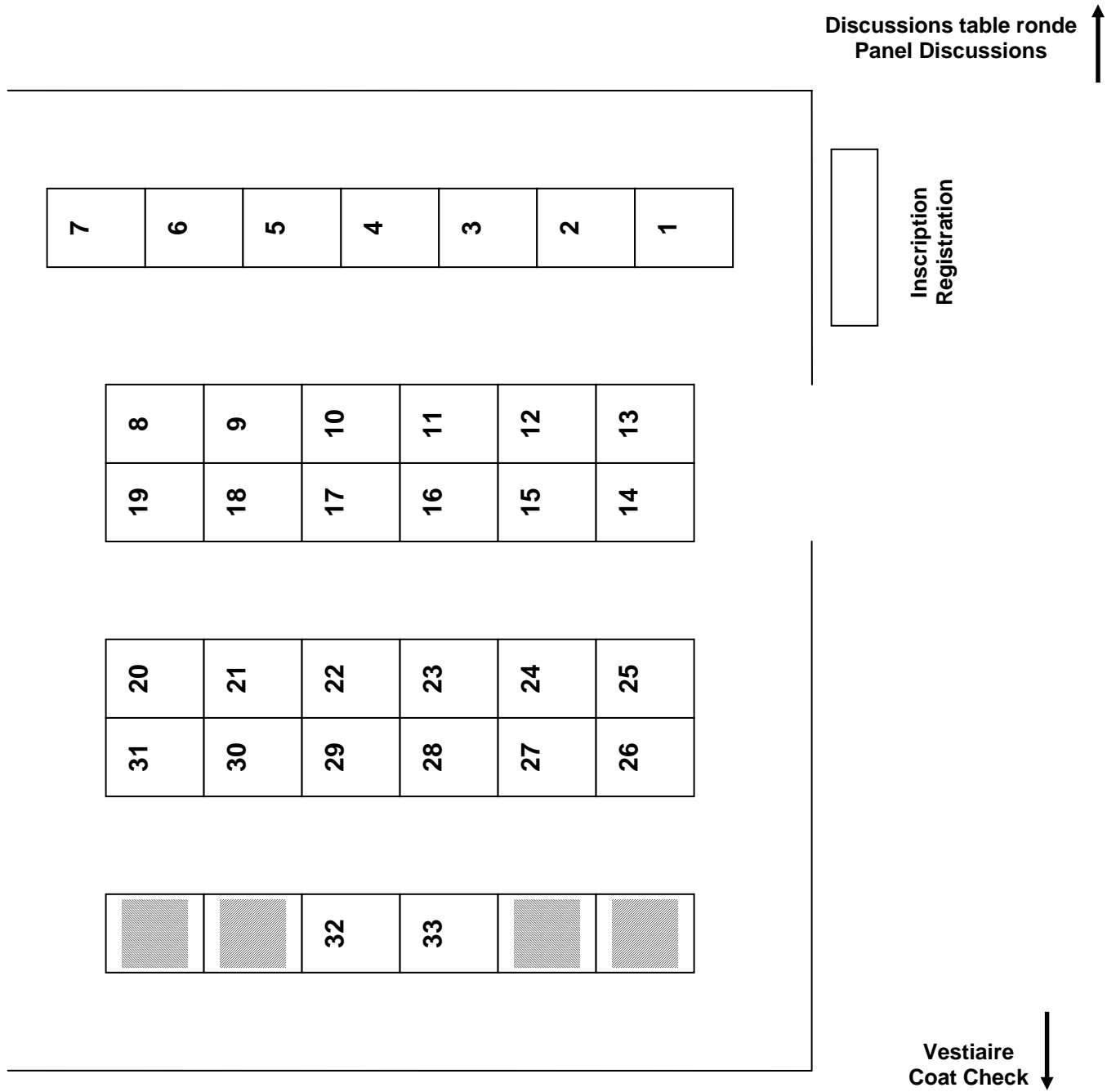
Cabinets et organisations correspondant à l'emplacement de leurs kiosques.

Firms and Organizations corresponding to their booth location on the floor plan.

- 1) Association of Community Organizations for Reform Now – ACORN Canada
- 2) Canadian Bar Association
L'Association du Barreau Canadien
- 3) Ontario Bar Association
L'Association du Barreau de l'Ontario
- 4) Canadian Internet Policy and Public Interest Clinic (CIPPIC)
Clinique d'intérêt public et de politique d'Internet du Canada (CIPPIC)
- 5) Canadian Lawyers Abroad
Avocats canadiens à l'étranger
- 6) Catholic Immigration Centre
Centre catholique pour immigrants
- 7) Centre for Legal Translation and Documentation
Centre de traduction et de documentation juridiques
- 8) Department of Foreign Affairs and International Trade – UN, Human Rights & Humanitarian Law Section
Affaires étrangères et Commerce international Canada – Section du droit onusien, des droits de la personne et du droit humanitaire
- 9) Department of Foreign Affairs and International Trade – Economic Law Section
Affaires étrangères et Commerce international Canada – Section du droit économique
- 10) Department of Justice – Crimes Against Humanity and War Crimes
Ministère de la Justice – Crimes contre l'humanité et Crimes de guerre
- 11) Department of Justice – Criminal Law Policy Section
Ministère de la Justice – Section de la politique en matière de droit pénal
- 12) Department of Justice – Family, Children & Youth Section
Ministère de la Justice – Section de la famille, des enfants et des adolescents
- 13) Department of Justice – Human Rights Law Section
Ministère de la Justice – Section des droit de la personne
- 14) Ecojustice Environmental Law and Policy Clinic
Clinique de droit et de politique de l'environnement Ecojustice
- 15) Galldin Liew LLP
- 16) Hameed Farrokhzad Elgazzar Brousseau
- 17) Immigrant Women Services Ottawa
- 18) Jewitt McLuckie & Associates

- 19) The Law Society of Upper Canada (LSUC)
Barreau du Haut-Canada (Barreau)
- 20) Legal Aid Ontario
Aide juridique Ontario
- 21) Women's Legal Education Action Fund (LEAF)
Fonds d'action et d'éducation juridiques pour les femmes (FAEJ)
- 22) Ministry of the Attorney General – Crown Law Office Civil
Ministère du procureur général – Bureau des avocats de la Couronne – Droit Civil
- 23) Ministry of the Attorney General – Public Guardian and Trustee
Ministère du procureur général – Le Bureau du Tuteur et curateur public
- 24) Ottawa Community Legal Aid Clinics
Les cliniques juridiques d'Ottawa
- 25) Pro Bono Students Canada (PBSC)
Réseau national d'étudiants pro bono
- 26) Public Interest Advocacy Centre (PIAC)
Le centre pour la défense de l'intérêt public
- 27) Public Service Alliance of Canada
Alliance de la Fonction publique du Canada
- 28) Raven, Cameron, Ballantyne & Yazbeck LLP
- 29) REACH Canada
- 30) Sack Goldblatt Mitchell LLP (Ottawa)
- 31) Silvia Valdman & Associates
- 32) University of Ottawa Community Legal Clinic
Clinique juridique communautaire de l'Université d'Ottawa
- 33) World University Service of Canada (WUSC) – Students Without Borders
Entraide universitaire mondiale du Canada (EUMC) – Étudiants sans frontières

Plan de salle Floor Plan





The PSLawNet Canadian User Guide

PSLawNet is an online job bank and resource center focused exclusively on public interest law careers – www.pslawnet.org.

The New PSLawNet at a Glance

What is PSLawNet?

- PSLawNet is an online resource for law students and lawyers who are seeking public interest internships, articling opportunities, or full-time employment.
- Already a staple among U.S. law schools, nine Canadian schools subscribe to PSLawNet and we intend to keep growing to serve as many students and lawyers as possible.
- The main features of PSLawNet are the “opportunities” and “organizations” databases. The opportunities database lists over 2,500 volunteer or employment opportunities in the U.S., Canada, and around the globe.
- The organizations database contains profiles for approximately 12,000 public interest organizations, government offices, and public interest law firms, mostly in the U.S., but with a growing Canadian presence.
- PSLawNet also includes a “virtual career services office” — a free library of substantive job-seeking resources and helpful tips. Our content includes a section for Canadian users and international resources, along with a public interest career fair calendar, postgraduate fellowship application tips and deadlines, career financing and summer funding resources, and an array of guides focusing on specific types of public interest careers.
- PSLawNet is housed at and administered by NALP in Washington, D.C. NALP is a nonprofit educational association of law schools and legal employers dedicated to facilitating legal career counseling and planning, recruitment and retention, and the professional development of law students and lawyers.

Who Can Access PSLawNet?

- PSLawNet is supported by over 200 subscriber law schools, including nine Canadian schools. All students and alumni of our subscriber schools have free and unlimited access to the site and databases.
- Students and attorneys who are not affiliated with a subscriber school may sign up for a full-access subscription for \$25 per year.
- All of PSLawNet’s career resources are made freely available in the left column navigation menu on our homepage.
- Our homepage contains event announcements, featured jobs, and other information for public interest job-seekers.

Signing up for PSLawNet – Creating Your User Account

- Whether you are affiliated with a subscriber school or are subscribing individually, all job seekers must create a user account. To create a user account, begin by going to www.pslawnet.org. Once there, select the “Job Seekers” link in the orange login box. You will be prompted to provide us with your email address – which will serve as your PSLawNet username – as well as your law school. (If your school is not a PSLawNet subscriber, select ‘Not Listed’, complete the registration process, and we will contact you.) When you have completed this very brief process, a confirmation email will be sent to your (username) email account. Please click on the link in that email and you will be redirected to PSLawNet. You may be prompted to enter additional contact info on PSLawNet; this is kept confidential and is only used for security purposes.

- PSLawNet now offers job seekers the opportunity to upload a resume and employers have the option to accept applications directly through PSLawNet. You can upload your resume during registration or at any time when logged on to your account. An “Apply Now” button will appear on postings that are accepting applications through the website. Note that this is a new feature and it will take time for employers to use it regularly.
- If you forget your password, you can use the “Forgot Your Password?” link on the homepage. A new, temporary password will be sent to your email account. If you have problems, contact your career services office or PSLawNet at pslawnet@nalp.org.

A Look Inside PSLawNet

Logging in and using your Homepage

- Once you log into the site, you will land on a personal homepage: “My Homepage.” When you navigate away from this page, you may return via the “My Homepage” link in the upper right corner.
- The “User Options” menu at bottom left is your main site navigation tool, including the following options:
 1. Searching for employer organization profiles and job opportunity postings;
 2. Viewing organization profiles and job postings that you have stored as “Favorites”;
 3. Creating email alerts, which will notify you of new job postings that match your pre-selected criteria.
 4. Edit your profile to update your username, password, or contact information.

Searching for Employer Profiles and Job Postings

- You may tailor your search for employer organization profiles in a number of ways, including:
 1. by organization type;
 2. by practice area;
 3. by a keyword search; and
 4. by geography, including city, postal code, state/province, and country.
- You may also search for job opportunities by various means, including:
 1. by job type (e.g. attorney positions, fellowships, internships, law-related and non-legal opportunities);
 2. by schedule type (full-time, part time, internship, etc.);
 3. by practice area;

4. by geography, including country, state, city, metro region, and proximity to a certain zip code; and
5. by date posted.

- Flagging “Favorite” Organizations/Opportunities – You may also flag any employer profile or job posting so that it is conveniently stored on your personal homepage.
- Receiving Email Alerts – creating an email alert is just like searching for a job. You can tell PSLawNet to search, either daily or weekly, for jobs matching your pre-selected criteria. PSLawNet will then email those opportunities to you.
- New Feature – Applying for Jobs through PSLawNet! Employer organizations now have the option to accept applications directly from job seekers. It will take some time before employers use this feature regularly, but if the option is available on a job posting, an “Apply Online” button will appear at the bottom of the job listing.

Having Problems?

PSLawNet staff members are available to assist you with any questions or problems from 9:00AM to 6:00PM EST Monday through Friday. If you leave a message for us after hours, we will reply as soon as possible. You may contact us at pslawnet@nalp.org, or at 202-296-0076.

FAQ’s

I forgot my password. What do I do?

On the homepage, in the orange login box, click on the “Forgot Your Password?” link. You will be prompted to provide the email address that serves as your PSLawNet username. An email will be sent to that address with a temporary password. When you log in with the temporary password, you will be prompted to enter a new, permanent password of your choosing.

I forget my username. What do I do?

Please contact PSLawNet. We can provide you with the email address that serves as your username, or change it for you.

Jill O'Reilly
Ottawa ACORN
273 rue Emond
K1L 7R9
Ottawa ON
613 746 5999
1-877-372 3746

www.acorncanada.org

Profil de l'organisation / Organization Profile

ACORN Canada is one of Canada's largest and most successful networks of community organizations, with more than 15,000 low and moderate income members organized into 19 neighborhood chapters in 3 cities across Canada.

ACORN members come together to improve our communities, by tackling pressing concerns in our neighborhoods, cities and the country. Members choose what issues to address—from traffic problems or lack of police protection, to nationwide concerns such as increasing affordable homeownership and raising the minimum wage. They take action to get decision-makers to make real changes.

Our priorities include: better housing for tenants, living wages, more investment in our communities from banks and governments, addictions services funding, financial literacy and better jobs in our communities.

Our structure has the neighbourhood chapter as its structural cornerstone; our organization is built organically by and for the membership. Our community organizers go door to door every day reaching hundreds of families per week. All our chapters have democratically elected leadership chosen by our membership in the area.

Our history began in 2004 when ACORN Canada was founded with the goal of representing and championing the interests of Ontario's low and moderate-income urban communities on the critical issues of social and economic justice. We believe that transforming the conditions that adversely affect millions of Canadians can best be achieved with an active national membership – members deeply invested in their organization and focused clearly on lasting socio-economic change.

Our Victories include securing regulation of the payday lending industry in British Columbia, winning \$250,000 in rent abatements for tenants living in 2 run down buildings in the Weston rd. community in Toronto, getting a motion to license landlords in Toronto introduced at City Hall, winning tens of thousands of dollars in investment in social housing and much more!

L'Association du Barreau Canadien
Canadian Bar Association
500 - 865 Carling Avenue
Ottawa, Ontario K1S 5S8
Tel: (613) 237-2925 or (613) 237-1988
Toll Free: 1-800-267-8860

www.cba.org

Profil de l'organisation / Organization Profile

Depuis 1990, l'ABC a réalisé des projets de réforme du droit et du système judiciaire et de renforcement des capacités dans vingt-neuf pays d'Asie, d'Afrique, d'Europe centrale et des Caraïbes.

L'ABC souscrit pleinement aux principes d'une profession juridique et d'un pouvoir judiciaire indépendants, de la primauté du droit et de la dignité humaine et reconnaît que ces principes se fondent sur l'accès à la justice. Notre méthode axée sur le travail d'équipe nous a permis d'établir des relations étroites avec les partenaires étrangers.

Programme « Jeunes professionnels à l'international » de l'ABC

L'ABC administre le programme de stages de jeunes professionnels à l'international lequel est subventionné par l'Agence canadienne de développement international (ACDI) dans le cadre de la Stratégie emploi jeunesse (SEJ) du Canada. Grâce à ce programme, des jeunes juristes sont placés dans des stages d'une durée de huit mois (ils séjournent à l'étranger entre six et sept mois sur les huit prévus) afin de collaborer avec des organisations juridiques spécialisées dans les droits de la personne sur des questions telles que les droits des femmes, les droits dans le cadre de relations de travail, les droits constitutionnels, les droits des enfants et les droits des peuples autochtones en Amérique latine, dans les Antilles, en Afrique centrale et méridionale, ainsi qu'en Asie du sud-est. Il est possible de s'inscrire à des Stages autofinancés (voir à la fin de ce rapport).

Ce programme vise les deux objectifs suivants :

En premier lieu, il dote les organisations juridiques des droits de la personne à l'étranger de jeunes stagiaires possédant les connaissances nécessaires pour apporter une contribution professionnelle à leur mission;

En second lieu, il procure à des jeunes juristes, au seuil de leur carrière, la possibilité d'acquérir une expérience internationale leur permettant par la suite d'obtenir un emploi dans le domaine de la protection internationale des droits de la personne.

Since 1990, the CBA has delivered legal and justice reform and capacity building projects in 29 countries across Asia, Africa, Central Europe and the Caribbean.

The CBA is committed to the values of an independent legal profession, an independent judiciary, the rule of law and the dignity of the individual and knows that access to justice is essential to all of these values. Our commitment to working collaboratively has allowed us to develop particularly close relationships with overseas partners.

CBA Young Professionals International Program:

The CBA is administering a Young Professionals International Internship Program, which is funded by the Canadian International Development Agency (CIDA) as part of the Government of Canada's Youth Employment Strategy (YES). Through this program, young lawyers are placed in eight-month internships (they are overseas for between six and seven of the eight months) to work with human rights legal organizations on issues such as women's rights, labour rights, constitutional rights, children's rights and indigenous people's rights, in Latin America and the Caribbean, Southern and Central Africa and South East Asia. There is a possibility for personally-funded placements to slot into this program (see at the end of this page.)

The program is designed to achieve two objectives:

Firstly, it provides human rights legal organizations abroad with young lawyers who have the expertise to make a professional contribution to their work.

Secondly, it gives young lawyers, at the threshold of their careers, international experience to help them obtain employment in the field of law and international human rights legal work.

ABO / OBA

Ontario Bar Association
20 Toronto Street, Suite 300,
Toronto, Ontario M5C 2B8
Tel: (416) 869-1047
Toll-free in Ontario 1-800-668-8900

www.oba.org

Profil de l'organisation / Organization Profile

L'Association du Barreau de l'Ontario est une division provinciale de l'Association du Barreau canadien, un regroupement d'avocat(e)s ayant reçu la formation voulue pour apporter l'appui de la profession à la profession afin de mieux servir ses membres et le grand public. Elle s'acquitte de cette tâche par le biais de l'éducation et de mémoires au gouvernement portant sur des sujets d'actualité pour la profession et le public.

C'est la seule association bénévole à laquelle puissent appartenir un avocat(e) exerçant ou n'exerçant pas sa profession, un élève de droit ou un juge, dont les objectifs sont suffisamment généraux pour répondre à tous les besoins de la magistrature et du Barreau. C'est également la seule association qui peut représenter les avocat(e)s qui, lors de négociations ou autres confrontations, sont éventuellement en conflit avec le gouvernement provincial ou fédéral. L'ABO dispose de la liberté et de la souplesse nécessaires pour représenter les intérêts des juristes, quels qu'ils soient.

Par l'intermédiaire de divisions provinciales assez autonomes, l'Association du Barreau canadien est le porte-parole efficace des avocat(e)s qui agissent au nom du public et communique leurs préoccupations aux différentes assemblées législatives provinciales ainsi qu'aux comités, aux ministères et autres organismes officiels.

L'Association du Barreau canadien donne aux avocat(e)s la possibilité de devenir plus efficaces, d'approfondir leur formation et de se tenir au courant de l'actualité au sein de leur profession, à l'échelle nationale et provinciale. Les avocat(e)s qui adhèrent à l'Association du Barreau canadien peuvent participer à ces programmes de formation à des conditions plus intéressantes que les non-membres. De plus, les membres de l'Association peuvent jouer un rôle actif dans le processus de réforme du droit et de réforme législative, à l'échelon provincial et fédéral.

Les réunions de l'association nationale, l'association provinciale, les comités et les diverses sections constituent l'occasion de rencontrer des membres de la profession provenant d'autres régions du pays et ayant des intérêts communs, dans des conditions qui ne leur seraient pas offertes autrement.

The Ontario Bar Association is a branch of the Canadian Bar Association, an organization of lawyers formed to provide support by the profession to the profession so that it may render better service to its members and the public. This is accomplished by both education and representation to government on topics of current concern.

The Ontario Bar Association is the only voluntary Association in Ontario to which a practising lawyer, non-practising lawyer, law student or judge can belong whose objectives are broad enough to fill every need of the Bench and Bar, and also the only organization in a position to represent a lawyer if necessary in an adversary posture in negotiations or confrontations with either federal or provincial governments. OBA has the freedom and flexibility to cope with any interest of the legal profession in any situation, regardless of how, when or where it is involved.

Through semi-autonomous provincial branches, which also communicate directly with the national organization, the Canadian Bar Association has an effective voice in representing the lawyers on behalf of the public interest and communicating their concerns in those areas to all the provincial legislatures as well as to committees, ministries and other officials.

The Ontario Bar Association provides lawyers with opportunities to become more efficient and effective, to further their professional education and to keep abreast of current developments within the profession, nationally and provincially. Membership in the Canadian Bar Association entitles lawyers to participate in these educational programs at a lower cost than non-members. In addition, members can take an active role in law reform and law amendment, both provincially and federally.

Meetings of the national organization, the provincial organization and the individual Sections offer the opportunity to meet other members of the profession from all parts of the country with like interests on a basis afforded in no other manner.

Clinique d'intérêt public et de politique d'Internet du Canada
Canadian Internet Policy and Public Interest Clinic
University of Ottawa, Faculty of Law / Université d'Ottawa, Faculté de droit
57 rue Louis Pasteur St.
Ottawa, Ontario K1N 6N5
Location / En personne :
100 Thomas-More, Ottawa, suite 306 on 3rd floor / pièce 306 au 3^e étage (Brooks 306)
Tel: 613-562-5800 x.2553
Fax: 613-562-5417
Email / courriel : cippic@uottawa.ca

www.cippic.ca

Profil de l'organisation / Organization Profile

La Clinique d'intérêt public et de politique d'Internet du Canada Samuelson-Glushko (CIPPIC) a été mise sur pied à la Faculté de droit de l'Université d'Ottawa en automne 2003. C'est la première clinique juridique de ce genre au Canada.

Sous la supervision de la directrice de la CIPPIC, les étudiants et les étudiantes des cours supérieurs et des études supérieures rédigent des mémoires adressés aux instances gouvernementales, commentent la réforme législative proposée, conseillent les individus et les organismes en matière juridique et développent des ressources électroniques mises à la disposition du public sur les questions juridiques que soulèvent les nouvelles technologies. Chaque session, la CIPPIC assigne aux personnes qui désirent obtenir des crédits scolaires des projets et des dossiers actuels, leur permettant ainsi d'acquérir une expérience réelle des questions de pointe qui se posent à l'interface du droit et de la technologie. Des étudiants et des étudiantes travaillent également à la clinique à titre de bénévoles.

La CIPPIC représente à la fois les intérêts des consommateurs et les intérêts publics en général dans des domaines comme la propriété intellectuelle, la protection des consommateurs en matière du commerce électronique, la gouvernance des noms de domaines, la protection des renseignements personnels et le droit à la vie privée.

The Samuelson-Glushko Canadian Internet Policy and Public Interest Clinic (CIPPIC) was established at the University of Ottawa, Faculty of Law in the fall of 2003. It is the first legal clinic of its kind in Canada. In 2007, technology innovator and entrepreneur Dr. Robert Glushko and his wife, Professor Pamela Samuelson, made a large donation to CIPPIC, allowing the clinic to continue its student-centered research and advocacy on technology-related policy and law reform.

Upper year and graduate law students assist clinic lawyers in researching issues and drafting reports and submissions to government, commenting on proposed legislative reforms, providing legal advice to individuals and organizations, and developing online resources for the public on legal issues arising from new technologies.

Each term, student interns are assigned to current cases and projects, thus ensuring a real world experience on cutting edge issues involving law and technology. CIPPIC also runs a full-time summer fellowship program during twelve weeks each summer.

The clinic represents consumer and other public interests in such areas as intellectual property, consumer protection in e-commerce, domain name governance, personal information protection and privacy.

Monique Moreau
Director of Student Programs
Directrice des programmes étudiants
Avocats Canadiens à l'étranger
Canadian Lawyers Abroad
248 Clemow Ave
Ottawa ON K1S 2B6
mmoreau@cla-ace.ca

www.cla-ace.ca

Profil de l'organisation / Organization Profile

Canadian Lawyers Abroad – Avocats canadiens à l'étranger is a charitable organization committed to serving the legal needs of developing countries and Canada's north by harnessing the experience and skills of Canadian lawyers and law students in the areas of good governance, the rule of law and human rights.

We provide opportunities for the Canadian legal community to debate and actively engage in the world's most pressing international problems. CLA-ACE promotes an interdisciplinary approach to democratic development. Our motto is: LEARN, THINK, DO!

CLA-ACE currently has over 700 members nation-wide from both the legal and non-legal community, student chapters across the country, and internships with NGOs in Asia, Africa, and Canada's northern aboriginal communities.

Centre catholique pour immigrants
Catholic Immigration Centre
219, avenue Argyle
Ottawa, Ontario
K2P 2H4
téléphone / Phone 613-232-9634
télécopieur / Fax 613-232-3660
cic@cic.ca

www.cic.ca

Profil de l'organisation / Organization Profile

Le Centre catholique pour immigrants (CCI) offre des services aux immigrants et aux réfugiés dans la région d'Ottawa-Carleton depuis 52 ans, à titre d'organisme de charité sans but lucratif ancré dans la communauté.

Services offerts par le CCI :

- un refuge temporaire et une aide au logement pour les réfugiés nouvellement arrivés et les immigrants sans-abri;
- des services d'orientation, d'établissement et d'intégration pour les nouveaux arrivants;
- des amis canadiens pour aider les nouveaux arrivants;
- des liens entre les nouveaux arrivants et leurs communautés religieuses;
- une aide pour organiser le parrainage de réfugiés;
- une aide pour chercher un logement ou éviter les expulsions;
- des services à l'emploi pour les nouveaux arrivants;
- une aide offerte aux professionnels formés à l'étranger;
- une aide offerte aux services policiers d'Ottawa afin d'améliorer leurs rapports avec les communautés d'immigrants.

The Catholic Immigration Centre (CIC) has been serving immigrants and refugees in the Ottawa-Carleton region for 52 years. It is a community-based non-profit, charitable organization.

CIC provides:

- temporary shelter and housing assistance to incoming refugees and homeless immigrants;
- orientation, settlement and integration services to newcomers;
- Canadian friends for newcomers;
- connections for newcomers with their faith communities;
- help in organizing sponsorship of refugees;
- housing search and eviction prevention support;
- employment-related services to newcomers;
- assistance to foreign-trained professionals; and
- assistance to the Ottawa Police Services in improving relationships between the Service and immigrant communities.

CENTRE DE TRADUCTION ET DE DOCUMENTATION JURIDIQUES CENTRE FOR LEGAL TRANSLATION AND DOCUMENTATION

Ottawa, ON

François Blais
Centre de traduction et de documentation juridiques - Université d'Ottawa
113, rue Osgoode
Ottawa, Ontario
613 562 5244
613 562 5245

www.uottawa.ca/associations/ctdj

Profil de l'organisation / Organization Profile

Organisme à but non lucratif, le Centre de traduction et de documentation juridiques (CTDJ) a été fondé en 1981 par l'Université d'Ottawa et l'Association des juristes d'expression française de l'Ontario (AJEFO). Situé sur le campus de l'Université d'Ottawa, le CTDJ a pour mandat de créer la documentation juridique nécessaire à l'exercice du droit et à la prestation de services juridiques en langue française, d'abord en Ontario, mais également dans les autres provinces et territoires de common law. Le ministère de la justice du Canada verse une aide financière au CTDJ dans le cadre du Fonds d'appui à l'accès à la justice dans les deux langues officielles.

En plus d'effectuer des travaux dans le cadre du Fonds d'appui, le CTDJ offre, contre rémunération, des services de traduction et d'aide à la rédaction à la communauté juridique dans son ensemble; il fournit également des services gratuits de documentation et des renseignements terminologiques.

Mettant à profit l'informatique et le haut niveau de spécialisation de son personnel de juristes-traducteurs, le CTDJ a pu, au fil des ans, exercer des activités importantes et produire une longue liste de travaux dans le domaine de la common law en français.

The Centre for Translation and Legal Documentation is a non-profit organisation founded in 1981 by the University of Ottawa and the Association des juristes d'expression française de l'Ontario (AJEFO). The CTLD was created to set up the necessary legal documentation for the practice of law and the carrying out of legal services in French, first and foremost in Ontario but in the other common law provinces and territories as well. Justice Canada provides financial assistance to the CTLD for activities eligible under the Access to Justice in Both Official Languages Support Fund.

While carrying out legal services within the context of the Support Fund and offering terminological documentation and information free of charge, the CTLD also provides on a commercial basis, translation and revision services as well as writing assistance to the legal community at large. In the legislative translation area, the CLTD translated and revised laws and regulations for the governments of Ontario, Manitoba, Northwest Territories, Nunavut and prince Edward Island.

The Centre's highly specialized personnel has put together throughout the years a number of works in the field of common law in French

Marcus Davies & Elizabeth Williams
DFAIT Legal Services, Government of Canada
Lester B. Pearson Building
125 Sussex Drive
Tower C7
Ottawa, ON, K1A 0G2
(613) 944-2072 or (613)996-1283
(613) 944-0870 or (613) 992-2467

www.international.gc.ca

Profil de l'organisation / Organization Profile

The legal branch of the Department of Foreign Affairs and International Trade (DFAIT) is the principal source of advice to the Government of Canada on its legal rights and obligations under a wide and growing range of challenging international law issues. Lawyers provide written and oral advocacy on behalf of Canada in international litigation. They manage and develop policy on international legal issues and provide operational services such as the negotiation and interpretation of international agreements. The Legal Branch delivers services to the public, including the authentication of documents, the espousal of international claims, and the maintenance of Canada's treaty registry. Lawyers also ensure that Canada's domestic law legal regime is in accord with its international obligations. The areas of priority are international peace and security, state sovereignty and extraterritoriality, human rights law, international criminal law, environmental law, fisheries and the law of the sea. The Legal Branch responds to the needs and requests of DFAIT and other departments of the federal government, provinces, international bodies, and the public. It is headed by the Legal Advisor.

Catherine Barry

Legal Excellence Program | Programme d'excellence pour les avocats

Department of Justice Canada | Ministère de la Justice Canada

Urbandale Building: 100 Metcalfe Street, 3rd Floor | Édifice Urbandale : 100 rue Metcalfe, 3 étage

Ottawa (Ontario) Canada K1A 0H8

LEP-PEA@justice.gc.ca

Telephone | Téléphone 613-954-6711 / Facsimile | Télécopieur 613-941-9955

Government of Canada | Gouvernement du Canada

www.justice.gc.ca

Profil de l'organisation / Organization Profile

Le ministère de la Justice travaille en vue d'offrir aux Canadiens et aux Canadiennes un système de justice juste, accessible et efficace et offre un soutien juridique au gouvernement fédéral.

En même temps, nous sommes au service des Canadiens en agissant comme cabinet d'avocats pour le gouvernement. Nos responsabilités reflètent le double rôle du ministre de la Justice, qui est également procureur général du Canada : tandis que le Ministre s'occupe des questions de politique et de leurs liens avec le système de justice, le procureur général est le premier conseiller juridique de l'État.

À titre de cabinet d'avocats du gouvernement du Canada, le ministère de la Justice est actif dans pratiquement tous les domaines du droit, dans chaque région du pays de même qu'au sein d'environ 20 ministères et organismes fédéraux. Nous sommes présents sur la scène mondiale grâce à notre travail en droit international, et nos experts de la rédaction législative et de l'élaboration des politiques contribuent à façonner le système de justice du Canada.

Peu importe vos intérêts professionnels, vous bénéficierez du milieu accueillant que vous trouverez au ministère de la Justice, où on encourage le perfectionnement professionnel à l'aide du mentorat, de même que de notre engagement à l'égard de la diversité de l'effectif et de la capacité d'équilibrer votre vie personnelle et professionnelle.

Le ministère de la Justice compte un effectif d'environ 4800 employés d'un océan à l'autre. Bien que les avocats forment environ la moitié de cet effectif, le Ministère emploie d'autres professionnels dévoués, qui travaillent en vue d'offrir un système de justice juste, accessible et efficace qui représente les valeurs canadiennes.

The Department of Justice works to develop law policy that helps ensure a fair, efficient and accessible justice system for all Canadians, and it provides legal support for the federal government.

We serve Canadians by acting as the Government's law firm. Our responsibilities reflect the dual role of the Minister of Justice, who is also the Attorney General of Canada. The role of the Minister includes managing questions of policy and their relation to the justice system, and the Attorney General is the chief law officer of the Crown.

As the law firm of the Government of Canada, the Department of Justice is involved in virtually every area of law, in every region of the country, as well as within some 20 federal departments and agencies. We engage with the world through our involvement with international law, and our specialists in legislative drafting and policy development are helping shape Canada's justice system.

No matter where your career interests lie, you will benefit from Justice's supportive atmosphere that encourages skills development through mentoring, as well as our commitment to a diverse workforce and the ability to balance the personal and professional aspects of your life.

The Department of Justice has approximately 4,800 employees working from coast to coast. While roughly one half of departmental staff are lawyers, there are a number of other professionals committed to ensuring a fair, relevant and accessible justice system that reflects Canadian values.

SECTION DES CRIMES CONTRE L'HUMANITÉ ET CRIMES DE GUERRE CRIMES AGAINST HUMANITY AND WAR CRIMES SECTION

Ottawa, ON

Catherine Barry
Legal Excellence Program | Programme d'excellence pour les avocats
Department of Justice Canada | Ministère de la Justice Canada
Urbandale Building: 100 Metcalfe Street, 3rd Floor | Édifice Urbandale : 100 rue Metcalfe, 3 étage
Ottawa (Ontario) Canada K1A 0H8
LEP-PEA@justice.gc.ca
Telephone | Téléphone 613-954-6711 / Facsimile | Télécopieur 613-941-9955
Government of Canada | Gouvernement du Canada

www.justice.gc.ca

Profil de l'organisation / Organization Profile

Le rôle de la Section des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre est de donner des conseils et d'appuyer les enquêtes qui portent sur des allégations concernant la présence de criminels de guerre au Canada, dans le contexte de l'exécution de la politique selon laquelle le Canada n'est pas un refuge pour les criminels.

En tant que partenaire du Programme canadien sur les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre, la Section donne des conseils sur toutes les questions liées aux crimes de guerre, aux crimes contre l'humanité et au génocide (questions liées au droit pénal international) dans les contextes où il est question de criminalité, de citoyenneté et d'immigration. Par exemple, conjointement avec le Service des poursuites pénales du Canada, la Section administre les procédures criminelles fondées sur des enquêtes menées par la GRC. La Section collabore aussi étroitement avec CIC dans les causes se rapportant à la révocation de citoyenneté.

Le mandat de la Section requiert une expertise en contentieux des affaires civiles, en droit pénal, en droit pénal international, en droit de l'immigration et du statut de réfugié, en matière de citoyenneté, en droit public et en droit administratif. Elle a une expérience des affaires civiles importantes axées sur les documents et les experts et nécessitant souvent des preuves en plusieurs langues.

The goal of the Crimes against Humanity and War Crimes Section is to provide advice and support investigations into allegations of the presence of war criminals in Canada in the context of the enforcement of Canada's No Safe Haven Policy.

As a partner within the War Crimes Program, the Section gives advice on all matters related to war crimes, crimes against humanity and genocide (related international criminal law) in the criminal, citizenship and immigration contexts. For example, jointly with the Public Prosecution Service of Canada, the Section administers criminal proceedings based on investigation conducted by the RCMP. The Section also works closely with CIC in Citizenship revocation cases.

The Section's mandate requires expertise in civil litigation, criminal law, international criminal law, immigration and refugee law, citizenship, public law and administrative law. The Section has experience running large, document and expert centred civil litigation cases, often with evidence in many languages.

In addition, as a partner within the War Crimes Program, the Section plays a leading role in international efforts to bring war criminals to justice. Hence, the Section works in cooperation with foreign countries, international bodies and NGOs in the struggle to end impunity for war crimes.

The Crimes Against Humanity & War Crimes Section consists of a Counsel, analysts/historians, paralegals, historical support group, legal assistants and support staff.

SECTION DE LA POLITIQUE EN MATIÈRE DE DROIT PÉNAL CRIMINAL LAW POLICY SECTION

Ottawa, ON

Catherine Barry

Legal Excellence Program | Programme d'excellence pour les avocats

Department of Justice Canada | Ministère de la Justice Canada

Urbandale Building: 100 Metcalfe Street, 3rd Floor | Édifice Urbandale : 100 rue Metcalfe, 3 étage

Ottawa (Ontario) Canada K1A 0H8

LEP-PEA@justice.gc.ca

Telephone | Téléphone 613-954-6711 / Facsimile | Télécopieur 613-941-9955

Government of Canada | Gouvernement du Canada

www.justice.gc.ca

Profil de l'organisation / Organization Profile

La Section de la politique en matière de droit pénal (SPDP) est le centre d'expertise du Ministère pour la politique en matière de droit pénal et a pour mandat de gérer l'élaboration des politiques en matière de droit pénal et de justice pénale au Canada, notamment au moyen de modifications au Code criminel et à des lois connexes. La SPDP est également responsable d'identifier les tendances et les préoccupations relatives au droit pénal. Elle appuie donc le ministre de la Justice dans l'exécution d'un des éléments importants du mandat du Ministère. Nous sommes également fiers de conseiller le gouvernement du Canada. Compte tenu de l'étendue de son mandat, la SPDP est appelée à traiter de questions touchant des domaines très divers qui occupent une place majeure dans le programme du Ministère et du gouvernement. Preuve de l'importance de son rôle, la SPDP a eu la responsabilité de plus 15% de tous les projets de loi d'initiative gouvernementale déposés au Parlement entre janvier 2006 et juin 2008 (pendant cette période, la SPDP a élaboré 20 projets de loi en matière de justice pénale qui ont été déposés au Parlement).

The Criminal Law Policy Section (CLPS) serves as the Department's centre of expertise for criminal law policy and has been mandated to take charge in the development of criminal law and criminal justice policy in Canada, particularly through amendments to the Criminal Code and related statutes. CLPS is also responsible for identifying trends and concerns in criminal law. In this capacity, we provide support to the Minister of Justice in carrying out an important component of the Department's mandate. We also take pride in our responsibility for providing advice to the Government of Canada. With this broad mandate, CLPS is called upon to address a very wide range of topical issues that feature prominently on the agenda of the Department and the Government. As evidence of this prominent role, the CLPS was responsible for over 15% of all government bills introduced in Parliament between January 2006 and June 2008 (CLPS developed twenty Criminal justice Bills which were introduced into Parliament during this period).

SECTION DE LA FAMILLE, DES ENFANTS ET DES ADOLESCENTS FAMILY, CHILDREN AND YOUTH SECTION

Ottawa, ON

Catherine Barry

Legal Excellence Program | Programme d'excellence pour les avocats

Department of Justice Canada | Ministère de la Justice Canada

Urbandale Building: 100 Metcalfe Street, 3rd Floor | Édifice Urbandale : 100 rue Metcalfe, 3 étage

Ottawa (Ontario) Canada K1A 0H8

LEP-PEA@justice.gc.ca

Telephone | Téléphone 613-954-6711 / Facsimile | Télécopieur 613-941-9955

Government of Canada | Gouvernement du Canada

www.justice.gc.ca

Profil de l'organisation / Organization Profile

La Section de la famille, des enfants et des adolescents (FEA) est responsable de l'élaboration des politiques, des modifications législatives et des initiatives spéciales qui touchent la famille, les enfants et les adolescents. Elle coordonne aussi les activités du Ministère relatives aux familles, aux enfants et aux adolescents, en plus d'assurer un soutien au contentieux en la matière. Les projets importants qui sont en cours actuellement incluent le travail aux niveaux national et international dans les domaines touchant la violence familiale, les activités opérationnelles en matière d'exécution, l'exploitation des enfants, le mariage, les modifications en matière de divorce (garde et droit de visite, pensions alimentaires pour enfants et pour époux, questions connexes). Dernièrement, on a fait l'annonce d'une nouvelle initiative en matière de justice familiale qui vise à renforcer les familles canadiennes; il s'agit de l'initiative Soutien des familles vivant une séparation ou un divorce. Elle sera lancée pendant l'exercice 2009-2010.

Les compétences de la section FEA touchent le droit de la famille, le droit pénal, les droits de la personne et les dispositions de la Charte.

The Family, Children and Youth (FCY) Section is responsible for policy development, law reform and special initiatives relating to families, children and youth. FCY also coordinates departmental work relating to families, children and youth and provides litigation support on these issues. Major ongoing issues include domestic and international work on family violence, operational activities related to support enforcement, children's rights, marriage, divorce reform (custody and access, child support and spousal support as well as related issues). A new family justice initiative, entitled the Supporting Families Experiencing Separation and Divorce (SFI) was recently announced to strengthen Canadian families. The SFI will begin in 2009-2010.

FCY expertise includes family law, criminal law, public and private international law, human rights and Charter law.

SECTION DES DROITS DE LA PERSONNE HUMAN RIGHTS LAW SECTION

Ottawa, ON

Catherine Barry

Legal Excellence Program | Programme d'excellence pour les avocats

Department of Justice Canada | Ministère de la Justice Canada

Urbandale Building: 100 Metcalfe Street, 3rd Floor | Édifice Urbandale : 100 rue Metcalfe, 3 étage

Ottawa (Ontario) Canada K1A 0H8

LEP-PEA@justice.gc.ca

Telephone | Téléphone 613-954-6711 / Facsimile | Télécopieur 613-941-9955

Government of Canada | Gouvernement du Canada

www.justice.gc.ca

Profil de l'organisation / Organization Profile

La Section des droits de la personne (SDP) est le centre d'expertise du Ministère sur les questions en matière de droits de la personne, tant au Canada qu'à l'international (p. ex., la Charte canadienne des droits et libertés, la Loi canadienne sur les droits de la personne, les traités internationaux sur les droits de la personne). La Section a ses bureaux à l'AC du MJ. Son mandat est étroitement lié à l'obligation qui incombe au ministre de la Justice d'examiner les projets de loi et les règlements, pour s'assurer qu'ils ne sont pas incompatibles avec la Charte et de faire respecter la primauté du droit.

Sur la scène nationale, son travail consiste à :

- Donner des avis juridiques sur des questions relatives à la Charte et aux droits de la personne qui lui sont soumises par les Services juridiques ou par d'autres sections du MJ et qui portent sur tout un éventail d'initiatives législatives, réglementaires et stratégiques;
- Appuyer, grâce à son expertise, les avocats plaidants du MJ qui travaillent à des affaires touchant les droits de la personne (dans la région de la capitale nationale et dans les bureaux régionaux);
- Développer des outils et des ressources (p. ex., les fiches de contrôle relatives à la Charte; les sommaires d'arrêt de la CSC) et offrir de la formation juridique en vue d'aider les avocats et les autres fonctionnaires du MJ dans leur travail.

Sur la scène internationale, la Section doit :

- Répondre aux plaintes formulées contre le Canada devant les organismes de l'ONU créés en vertu de traités ou émanant de la Commission interaméricaine des droits de l'homme (essentiellement un règlement de litige par écrit);
- Aider à la rédaction de rapports et d'exposés qui seront présentés à des organismes internationaux;
- Coordonner, avec les collègues d'autres ministères, l'élaboration des positions fédérales concernant les nouveaux traités sur les droits de la personne;
- Fournir des conseils juridiques et du support aux contentieux à travers le département de la Justice sur des questions liées au droit de l'homme

The Human Rights Law Section is the Department's center of expertise on domestic and international human rights law matters (e.g. Canadian Charter of Rights and Freedoms, Canadian Human Rights Act, international human rights treaties). Located in Justice Headquarters, the Section's mandate relates closely to the Minister of Justice's duty to examine bills and regulations for inconsistency with the Charter and to uphold the rule of law.

Work in the domestic arena includes:

- Providing legal opinions on Charter / human rights questions referred to it by Legal Services or other Sections of Justice on a wide range of legislative, regulatory and policy initiatives;
- Providing expert support to Justice litigators in the National Capital Region and in regional offices working on cases involving human rights issues;
- Developing tools and resources (e.g. Charter checklists; SCC case briefs) and providing legal training to assist Justice counsel and other officials in their work.

Work in the international arena includes:

- Responding to complaints against Canada before treaty bodies of the United Nations or by Inter-American Commission of Human Rights (basically a written litigation function);
- Assisting in the preparation of reports and presentations to international bodies;
- Coordinating with colleagues in other departments in the development of federal positions on new human rights treaties.
- Providing legal advice and litigation support across DOJ on international human rights issues.

CLINIQUE DE DROIT ET DE POLITIQUE DE L'ENVIRONNEMENT ECOJUSTICE ENVIRONMENTAL LAW AND POLICY CLINIC

Ottawa, ON

Nancy Barton
Clinique de droit et de politique de l'environnement Ecojustice
Ecojustice Environmental Law and Policy Clinic
Université d'Ottawa / University of Ottawa
Fauteux Hall
57 Louis Pasteur St
Ottawa, Ontario
K1N 6N5
(613) 562 5800 ext. 3382

www.commonlaw.uottawa.ca

Profil de l'organisation / Organization Profile

En partenariat avec le Sierra Legal Defence Fund, la plus grande organisation de droit environnemental du pays, cette clinique est la première du genre au Canada.

Les étudiants et les étudiantes en droit, en sciences et ceux se spécialisant dans d'autres disciplines obtiendront une expérience pratique sur des questions environnementales soumises par des groupes communautaires ou des organismes sans but lucratif. Ils seront supervisés par des professeurs de la Faculté et par des experts du milieu.

The University of Ottawa has partnered with Ecojustice (formerly known as Sierra Legal Defence Fund), Canada's largest environmental law organization, to establish Canada's first interdisciplinary Environmental Law and Policy Clinic.

The uOttawa-Ecojustice Clinic fills a major gap in Canada's environmental capacity, by providing a long-needed public interest environmental law organization in the nation's capital. It will be well-positioned to serve the environmental law and policy interests of both local and national clientele, including environmental, aboriginal and community groups.

The uOttawa-Ecojustice Clinic will draw on the University's strengths in environmental law, and related fields such as economics, science and public health, and on Ecojustice's strengths in law, policy and science. Conceived as an interdisciplinary educational model, the Clinic will help train the next generation of environmental law and policy leaders, while encouraging students and faculty to become more involved in community service work.

Students from law, together with ones from science and other disciplines, will get hands-on experience working on environmental issues, on behalf of community and non-profit clients, under the supervision of experienced lawyers and professors. The uOttawa-Ecojustice Clinic is designed to give approximately ten to fifteen students per semester a lead role in delivering environmental law services, aimed at giving students a range of experience and varying degrees of responsibility.

Karin Galldin & Jamie Liew
Galldin Liew LLP
Suite 500, 30 Metcalfe Street
Ottawa, Ontario
K1P 5L4
Phone: 613.244.9592 / 613.244.9593
Fax 613.230.0872

www.galldinliew.ca

Profil de l'organisation / Organization Profile

Galldin Liew LLP is a feminist legal practice that works to ensure the physical, economic, and social security of women. We are guided by the principle of security as a holistic issue for women: from safe and affordable housing, to the entitlement to a harassment-free workplace, to physical and emotional well being in interpersonal relationships.

We act for clients before all sorts of adjudicative bodies, including administrative tribunals and courts, on issues relating to workplace disputes, housing, social assistance, human rights, criminal defence and immigration law.

Accordingly, we provide a broad range of legal services to women to enable you to exert autonomy in all aspects of your life.

HAMEED FARROKHZAD ELGAZZAR BROUSSEAU

Ottawa, ON

Hameed Farrokhzad Elgazzar Brousseau
43 Florence Street
Ottawa, Ontario
K2P 0W6
Phone: (613) 232-2688
Fax: (613) 232-2680

www.hf-law.ca

Profil de l'organisation / Organization Profile

HAMEED FARROKHZAD ELGAZZAR BROUSSEAU is an Ottawa based law firm focusing on the advocacy of civil rights in several key areas. Our lawyers deal with general civil litigation, criminal law, labour law and administrative law.

HFEB focuses on providing solutions to clients in ways that are relevant to their needs and responsive to the changing social landscape within which the law operates. Real problems do not start and end with the law. At HFEB we recognize the gaps in the legal process and do our best to help clients navigate through the system to an end point that values both individual and social justice.

Vivian Chan-Brouillette
Manager, Crisis & Counseling Service
Immigrant Women Services Ottawa (IWSO)
219 Argyle Ave., Suite 400
Ottawa, Ontario
K2P 2H4
Phone : 613.729.3145
Fax: 613.729.9308

www.immigrantwomenservices.com

Profil de l'organisation / Organization Profile

IWSO is a non profit, community based service agency unique to Ottawa. Since 1988 IWSO has been a beacon of hope and empowerment for many immigrant women and children who are victims of violence.

Through its integrated model of services, such as the Crisis Intervention & Counseling Services, its 24-hour Language Interpretation & Translation Services, and the Children Who Witness Violence Program, IWSO empowers women to create positive changes in their lives.

IWSO is the leader in Language Interpretation Services (formerly Cultural Interpretation Services) in the City of Ottawa.

1505 Carling Avenue, 2nd Floor
Ottawa, Ontario
K1Z 7L9
Phone: (613) 594-5100
Fax: (613) 594-5156

www.jewittmcluckie.ca

Profil de l'organisation / Organization Profile

We provide progressive and dynamic representation and legal services to unions and employees. At Jewitt McLuckie & Associates, we are committed to finding creative legal solutions for working people in their relationships with employers.

We have established expertise in the areas of labour and construction labour law, wrongful dismissal and human rights law. Our professional staff regularly represent clients at labour board proceedings and arbitration hearings, administrative tribunals and at all levels of the court system.

Our practice offers effective strategic advice, research and advocacy to clients in the areas of collective bargaining and interest arbitrations; we provide advocacy on behalf of long-term disability claimants and offer alternative dispute resolution, judicial review and appellate services. We provide our services in both official languages.

LE BARREAU / LSUC

Barreau du Haut-Canada
The Law Society of Upper Canada
Osgoode Hall
130 Queen Street West
Toronto, Ontario
M5H 2N6
Fax: 416-947-3448
E-mail: hr@lsuc.on.ca

www.lsuc.on.ca

Profil de l'organisation / Organization Profile

The Law Society of Upper Canada governs legal services providers in the public interest by ensuring that the people of Ontario are served by lawyers and paralegals who meet high standards of learning, competence and professional conduct.

Regulating the professions

The Law Society of Upper Canada is the governing body for lawyers and paralegals in Ontario. The Law Society regulates the legal professions in the public interest according to Ontario law and the Law Society's rules, regulations and guidelines.

Helping the public

To further help the public, the Law Society offers public services such as the Lawyer Referral Service which matches individuals with local lawyers with the proper expertise, a directory of lawyers who are certified specialists and the Compensation Fund which helps clients who have lost money because of the dishonesty of a lawyer or paralegal. A directory, with lawyer contact information, is also available online.

To promote access to justice, the Law Society supports programs such as Pro Bono Law Ontario, Ontario Justice Education Network and the Law Commission of Ontario.

The Law Society's Equity Initiatives department seeks to ensure that law, the practice of law and the provision of legal services are reflective of all peoples in Ontario by actively participating with Aboriginal, Francophone and equity-seeking groups, through consultations, meetings and public education activities.

Legal information and support

In addition to its role in overseeing and regulating lawyers and paralegals, the Law Society provides legal information and support for licensees through its Resource Centre. Licensees can phone 416-947-3315 or 1-800-668-7380 or access the Resource Centre on our website for a one-stop access point to a wide range of services.

Employment at the Law Society

The Law Society of Upper Canada is an equal opportunity employer striving to reflect the population of Ontario. We welcome applications from persons representing the diversity of our profession and community. We appreciate all interest and will directly contact candidates under consideration. If you are interested in a position and meet the stated requirements, please forward your resume, with your salary expectations, in confidence to:

Human Resources
The Law Society of Upper Canada
Osgoode Hall
130 Queen Street West
Toronto, Ontario
M5H 2N6
Fax: 416-947-3448
E-mail: hr@lsuc.on.ca
Articling Opportunities

AIDE JURIDIQUE ONTARIO

LEGAL AID ONTARIO

Lynn Iding
Legal Aid Ontario
Policy Counsel
40 Dundas Street W, Suite 200
Toronto ON M5G 2H1

www.legalaid.on.ca

Profil de l'organisation / Organization Profile

Aide juridique Ontario offre des services juridiques aux personnes à faible revenu et aux groupes défavorisés en rapport avec diverses situations de droit, dont les affaires criminelles, les conflits familiaux, les audiences de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié, les conflits entre propriétaires et locataires, le soutien aux personnes handicapées et le versement des prestations familiales.

Legal Aid Ontario provides legal services to low income individuals throughout Ontario for a variety of legal problems including criminal, family and immigration/refugee matters. In addition, LAO funds 80 legal clinics that provide services in areas of law such as income security and landlord/tenant matters.

Fonds d'action et d'éducation juridiques pour les femmes
Women's Legal Education and Action Fund
Lindsey Fox
University of Ottawa, Faculty of Law /Université d'Ottawa, Faculté de droit
57 rue Louis Pasteur St.
Ottawa, Ontario K1N 6N5
leaf@uottawa.ca

www.leaf.ca

Profil de l'organisation / Organization Profile

LEAF - the Women's Legal Education and Action Fund - is a national charitable organization that works toward ensuring the law guarantees substantive equality for all women in Canada.

Mandate

To ensure the rights of women and girls in Canada, as guaranteed in the Canadian Charter of Rights and Freedoms, are upheld in our courts, human rights commissions and government agencies; and
To take actions to reveal how factors such as race, class, Aboriginal status, sexual orientation, ability, and religion compound discrimination against women. Since its inception in 1985, LEAF has intervened in over 150 cases and has helped establish landmark legal victories for women on a wide range of issues from violence against women, sexual assault, workplace inequities, socio-economic rights, and reproductive freedoms.

Vision

LEAF is committed to the realization of substantive equality for all women in Canada. This vision of equality is based on two notions: Some groups in society (women, persons of colour, persons with disabilities, Aboriginal peoples, and lesbians to name a few) who have been treated unequally;
The purpose of sections 15 and 28 of the Charter, the equality provision, is to end their inequality and to help members of these groups overcome the results of their mistreatment.

BUREAU DES AVOCATS DE LA COURONNE

DROIT CIVIL

CROWN LAW OFFICE CIVIL

Toronto, ON

Ministry of the Attorney General
Crown Law Office - Civil
720 Bay Street, 8th Floor
Toronto, ON M5G 2K1

www.attorneygeneral.jus.gov.on.ca/english/about/artcl/summer/opportunities.asp

Profil de l'organisation / Organization Profile

Le Bureau des avocats de la Couronne - droit civil comprend le groupe des services consultatifs et le groupe des services de contentieux. Les membres du groupe des services consultatifs agissent comme les avocats du ministère du Procureur général et donnent aussi des consultations juridiques aux autres ministères et organismes, dans un large éventail de domaines juridiques présentant une importance pour l'ensemble du gouvernement. Les avocats du groupe des services de contentieux représentent la Couronne, ses ministères, organismes, conseils et commissions, dans un large éventail de matières d'intérêt public à tous les paliers des tribunaux.

Crown Law Office - Civil is divided into the advisory services group and the litigation services group. The members of the advisory services group act as the solicitors for the Ministry of the Attorney General and also provide legal advice to other ministries and agencies on a broad spectrum of legal issues with government-wide significance. Counsel in the litigation services group provide legal representation of the Crown, its ministries, agencies, boards and commissions in a wide variety of matters involving issues of public importance in all levels of courts.

LE BUREAU DU TUTEUR ET CURATEUR PUBLIC OFFICE OF THE PUBLIC GUARDIAN AND TRUSTEE

Toronto, ON

Elaine Rufiange
Ministry of the Attorney General
Office of the Public Guardian and Trustee
800-595 Bay Street
Toronto, Ontario
1-416-314-2800
1-416-314-2619

www.attorneygeneral.jus.gov.on.ca/english/family/pgt

Profil de l'organisation / Organization Profile

Le Bureau du Tuteur et curateur public (BTCP) fait partie du ministère du Procureur général de l'Ontario. Le BTCP a plusieurs rôles : protéger les incapables mentaux, protéger les intérêts du public dans les oeuvres de bienfaisance, rechercher les héritiers, investir le fonds d'entretien perpétuel, s'occuper des sociétés dissoutes

The Office of the Public Guardian and Trustee (OPGT) is responsible for protecting the property and personal interests of mentally incapable adults who have no one else to help them, investigating allegations of abuse of mentally incapable adults, protecting the public's interest in charities, searching for heirs, investing perpetual care funds and dealing with dissolved corporations.

Anne Levesque

Avocate

Clinique juridique francophone de l'Est d'Ottawa

290, rue Dupuis, Ottawa, ON K1L 1A2

Téléphone : 613-744-2892 poste 1110

Télécopieur : 613-744-3960

Profil de l'organisation / Organization Profile

Il y a quatre cliniques juridiques à Ottawa. Toutes les cliniques font des références, donnent des conseils juridiques, font de la représentation devant les Tribunaux, donnent des sessions d'informations sur les droits et offrent des services de développement communautaire. Nous travaillons avec les individus, les groupes communautaires et les fournisseurs de services pour renseigner les gens sur leurs droits et pour assurer l'accès à la justice par tous.

Toutes les cliniques participent au programme d'avocats de service du Tribunal du logement de l'Ontario. Les avocats de cliniques juridiques peuvent spécialiser dans une variété de domaines de droit tels que les droits de la personne, l'immigration, le logement et les droits des personnes handicapées.

There are four Community Legal Aid Clinics in Ottawa. All of the legal clinics provide legal advice, legal representation, referrals, public legal education and community outreach services. We work with individuals, community groups and service providers to educate people of their legal rights and ensure access to justice for all.

All Clinics participate in the Tenant Duty Counsel program at the Ontario Rental Housing Tribunal. Clinic lawyers can specialize in a wide range of areas of law such as immigration, housing, disability law and human rights.

Le Réseau national d'étudiants Pro Bono
Pro Bono Students Canada
FTX 233D, 57 Louis Pasteur Pvt.
Ottawa, ON K1N 6N5
Tel: 613-562-5800 x. 3291
Fax: 613-562-5124

www.probono.uottawa.ca

Profil de l'organisation / Organization Profile

Qu'est-ce que le Réseau national d'étudiants Pro Bono?

Le Réseau national d'étudiants Pro Bono est un réseau juridique comprenant toutes les facultés de droit du Canada et leurs étudiants et étudiantes, des organismes communautaires et des juristes qui travaillent ensemble pour résoudre des problèmes légaux qui restent traditionnellement sans réponse. PBSC encourage les étudiants et étudiantes et les juristes à faire du bénévolat dans leur communauté afin de permettre aux individus, groupes et organismes sous-représentés et désavantagés de bénéficier de services juridiques pro bono et de leur donner un accès à la justice. PBSC facilite ce processus en jumelant des étudiants et étudiantes bénévoles avec des organismes sans but lucratif, des agences gouvernementales, des individus, et d'autres groupes d'intérêt public pour leur fournir de l'information et de la recherche dans un contexte juridique. Tout le travail étudiant est supervisé par un avocat bénévole.

L'Université d'Ottawa est unique dans le sens qu'il y a deux facultés de droit. La faculté de Common Law a débuté son programme PBSC en 1998 et la Section de droit civil a suivi en 2004. Les deux programmes ont connu le succès dès leur départ. Grâce à l'emplacement de l'Université, la capitale canadienne, les bénévoles ont un accès sans comparaison avec des ONG et autres organismes à buts non lucratifs.

What is Pro Bono Students Canada?

Pro Bono Students Canada is a network regrouping every law school in Canada, law students, community organizations and lawyers all working together to solve traditionally unmet legal problems. PBSC encourages students and legal professionals to volunteer in their communities to provide underrepresented and disadvantaged individuals, groups, and organizations with pro bono legal services and access to justice. PBSC facilitates these efforts by matching volunteer law students with non-profit organizations, government agencies, individuals, and other public interest groups to provide information and research in a legal context. All student work is supervised by a volunteer lawyer.

The University of Ottawa is unique in that there are two law faculties within one school. The Common law section began its PBSC program in 1998 and the Civil law section launched its PBSC program in 2004. Both programs experienced great success from the outset. Due to the program's location in the capital, students have access to placements with an interesting range of non-governmental organizations and other not-for-profit organizations.

Janet Lo
Public Interest Advocacy Centre
1204-ONE Nicholas St
Ottawa, Ontario
K1N 7B7
ph: (613) 562-4002 x 24
fax: (613) 562-0007

<http://www.piac.ca>

Profil de l'organisation / Organization Profile

The Public Interest Advocacy Centre (PIAC) was federally incorporated in 1976 as a non-profit corporation in 1976 and has charitable status for tax purposes. The organization's purpose is to provide representation, research and advocacy on behalf of those elements of the public interest that would otherwise be unable to be adequately heard before courts, tribunals, and decision-makers. PIAC has tried to focus its mandate on issues arising from the delivery of important public services including telecommunications, energy, financial services, and transportation. PIAC seeks to represent and advocate on behalf of ordinary consumers, in particular vulnerable consumers, concerning the rates, policies, rules and regulations associated with the delivery of these services with a view to ensuring principles of access and affordability and fair treatment for the constituencies it tries to serve.

PIAC's work takes a variety of forms. First, the lawyers of PIAC represent organizations whose membership serves our target constituencies before boards and tribunals where the industries delivering such services are regulated. These organizations include the National Anti-Poverty Organization (NAPO), the Vulnerable Energy Consumers Coalition, the Consumers Association of Canada, the Ontario Council of Senior Citizens Organizations, Union de Consommateurs, and Rural Dignity of Canada among others. PIAC's most significant commitments for such representation occur before the Canadian Radio-Television and Telecommunications Commission and the Ontario Energy Board where PIAC lawyers will be full participants in administrative proceedings including the presentation of evidence, cross-examination of witnesses and the making of submissions.

Because the delivery of the public services touches upon consideration of other important legal and policy matters, PIAC has also developed expertise and is frequently involved in funded and unfunded work (approximately 20% of PIAC's work is unfunded) representing its constituencies in competition law and practice, electronic commerce, privacy, multilateral agreements, and general issues of consumer protection.

PIAC carries out its work outside the hearing room in numerous ways. Its extensive studies and reports associated with the above are published and distributed to policy makers and the general public through its web site. PIAC staff participate in discussions with government officials, other industry stakeholders, other public interest communities, as well as groups representing its own constituencies to attempt to secure rights, rules, policies or consensus that will advance the interests of the communities that PIAC serves. PIAC frequently attends before parliamentary and legislative committees to pursue these same goals in legislation. Finally, PIAC's staff are active in attempting to present in the media, a coherent defense of those communities' position when the delivery of important public services are in issue.

ALLIANCE DE LA FONCTION PUBLIQUE DU CANADA

PUBLIC SERVICE ALLIANCE OF CANADA

Ottawa, ON

Alliance de la fonction publique du Canada
Public Service Alliance of Canada
233 rue Gilmour Street
Ottawa, ON
K2P 0P1
Telephone: 1 888 604-7722 (PSAC) / (613) 560-4200

www.psac.com

Profil de l'organisation / Organization Profile

Formée en 1966, l'Alliance de la Fonction publique du Canada est l'un des syndicats les plus importants au Canada. Comptant 165 000 membres répartis d'un océan à l'autre, l'AFPC est vraiment un syndicat national. L'Alliance rayonne même à l'échelle internationale puisqu'elle représente des membres qui travaillent à l'étranger dans des ambassades et des consulats.

L'AFPC est un syndicat démocratique et essentiel. Elle s'efforce constamment d'améliorer la qualité de vie de ses membres. Elle a été la première à mettre en œuvre d'importantes campagnes fructueuses visant à promouvoir les droits de la personne, les droits au travail, l'équité salariale, la santé et la sécurité au travail et les droits des conjoints de même sexe.

Ayant à cœur les intérêts non seulement de ses membres, mais aussi de l'ensemble de la population canadienne, l'AFPC s'emploie à créer une société compatissante et englobante, exempte de sexisme, de racisme, d'homophobie et de toute autre forme de discrimination.

L'AFPC est fière de son engagement envers la collectivité, comme en témoignent les efforts soutenus qu'elle a déployés partout au Canada pour maintenir l'accès à des services publics de qualité. Grâce à son Fonds de justice sociale, l'AFPC fournit un secours d'urgence et soutient des initiatives de développement et de lutte contre la pauvreté au Canada et ailleurs dans le monde.

Formed in 1966, the Public Service Alliance of Canada is one of Canada's largest unions. A truly national union representing 165,000 members from coast to coast to coast, the PSAC also maintains an international profile through its representation of members who work abroad in embassies and consulates.

A vital and democratic union, the PSAC strives to enhance the quality of life for its membership and has been at the vanguard of a variety of significant and successful campaigns for workplace and human rights, including the struggle for equal pay, enhanced workplace health and safety and the rights of same sex spouses.

An advocate not just for our membership but for all Canadians, the PSAC is working to achieve a compassionate and inclusive society that is free of sexism, racism, homophobia and all other forms of discrimination.

The PSAC is proud of its commitment to the wider community as expressed through our vigorous defence of access to quality public services across the country. Through our Social Justice Fund, the PSAC also provides emergency relief and facilitates anti poverty and development work both in Canada and around the world.

Raven, Cameron, Ballantyne & Yazbeck LLP/s.r.l.
Suite 1600, 220 Laurier Ave. West
Ottawa, ON
K1P 5Z9
Telephone: (613) 567-2901
Fax: (613) 567-2921

www.ravenlaw.com

Profil de l'organisation / Organization Profile

As human rights advocates and labour lawyers, Raven, Cameron, Ballantyne & Yazbeck LLP/s.r.l. shares a commitment to the goals and aspirations of our clients. We have extensive experience providing representation and policy advice to a wide variety of unions, individuals and organizations. Our advocacy produces results in the public and private sectors throughout Ontario, Quebec, and in the federal jurisdiction across Canada. We appear before all levels of Courts, including the Supreme Court of Canada, as well as numerous administrative tribunals such as arbitrators, labour boards, and human rights tribunals. We also regularly provide educational seminars to our clients and to conferences open to the public.

"Working for Working People" is not a slogan for us – it is a commitment to pursue your interests in the best manner possible. In some cases, that requires litigating in order to get a positive and binding result. In other cases, it is wiser to settle than to expend the time and cost in Court. In every case, we provide expert advice at a fair and reasonable cost.

Paula Agulnik
Executive Director
REACH Canada
400 rue Coventry Road, 3rd floor (Enbrige Building) K1K 2C7
Ottawa, Ontario
(613) 236-66-36
(613) 236-6605

www.reach.ca

Profil de l'organisation / Organization Profile

Reach is a lawyer referral organization that helps people with all disabilities including people who are deaf, hard of hearing, people with physical disabilities, mental health issues, developmental disabilities, learning disabilities, environmental sensitivities, AIDS and chronic pain. Reach lawyers practice in almost every area of law including, immigration, criminal, family, mental health, personal injury, landlord/tenant and business.

If we are unable to help by providing a lawyer to assist you with your issue, we will try to refer you to the appropriate agency. Reach does not advocate or lobby on behalf of individuals or issues.

Reach was formed in 1981 as a non-profit, charitable organization dedicated to educating and informing persons with disabilities, lawyers, care givers and the general public about the rights and interests of persons with disabilities. We are also committed to ensuring that people with disabilities are provided with quality legal and social representation.

Each year, we receive thousands of calls from people with disabilities who contact Reach for help with such varied issues as: housing, employment, immigration, tax matters, abuse, and mental health issues.

What we do?

Link people with disabilities to lawyers to help resolve legal issues. Our lawyers provide clients up to 3 hours as a free, pro bono initial consultation

Refer callers to appropriate community resources

Arrange educational workshops and Seminars on disability issues; host annual conferences (past themes include AIDS, Mental Health Issues of Living with a Disability, Death and the Question of Choice, Abuse, Employment Equity, and Chronic Pain)

Develop working relationships with other community organizations (including ethno-racial and visible minority groups)

Develop partnerships in the private, and public sectors

Assist other communities to replicate the Reach model. For example, Nova Scotia has opened a centre called reachAbility in Halifax.

Fiona Campbell
Sack Goldblatt Mitchell LLP
30 Metcalfe St., Suite 500
Ottawa, Ontario
K1P 5L4
613-235-5327
613-235-3041

www.sgmlaw.com

Profil de l'organisation / Organization Profile

ABOUT SGM

Founded in 1974, Sack Goldblatt Mitchell LLP is one of Canada's leading labour law, civil litigation and criminal law firms. We are a progressive law firm, committed to providing the highest quality legal services in a welcoming and accessible environment.

SGM is committed to the belief that the practice of law presents unique opportunities to serve the community. The firm is actively engaged in pro bono service across all of its practice groups. The firm's pro bono program serves a wide array of individuals, public service organizations and not-for-profit entities. The pro-bono program at SGM receives the full support of the firm and all of the resources of the firm are at the program's disposal. Every pro bono matter has the direct participation and supervision of a partner. This longstanding commitment of the lawyers at SGM goes back to the firm's inception over 30 years ago. In the past, our pro bono work has included accepting briefs on behalf of the Canadian Civil Liberties Association, the Criminal Lawyer's Association, the Canadian Conference of the Arts, welfare rights coalitions, poverty law coalitions, environmental groups, and equality-seeking groups.

CHARTER LITIGATION

SGM has been actively involved in litigation under the Canadian Charter of Rights and Freedoms since the early days of the Charter. We have represented parties and interveners in many important Charter cases before a variety of tribunals and at all levels of the courts.

PUBLIC INTEREST LITIGATION

From our early days, SGM has been committed to working with and representing unions and other progressive organizations in regard to a wide range of public interest issues and campaigns. This has meant working closely with clients to respond to pressing challenges and also to formulate and carry forward strategic endeavours to enhance public services and expand the framework of law and policy for progressive social, economic and environmental and cultural purposes. SGM is particularly involved in efforts to resist the privatization of public services and resources.

HUMAN RIGHTS AND EQUITY

SGM has a thriving human rights and equity law practice, representing trade unions and individuals in many different forums. SGM's human rights lawyers represent individuals in proceedings before human rights commissions and tribunals in a broad

Silvia Valdman & Associates
451 Daly Avenue
Ottawa, ON K1N 6H6
Tel: 613.244.6096
Fax: 613.244.381

www.valdmanlaw.com

Profil de l'organisation / Organization Profile

Silvia Valdman is an experienced immigration lawyer with a private practice in Canadian immigration law who assists clients from all over the world with all immigration & citizenship matters. The following immigration legal services are offered:

- Skilled Worker Applications for Permanent Resident Status
- Business immigrants
- Work Permit Applications (including NAFTA from within Canada or abroad)
- Family Sponsorship and Appeals
- Refugee Claims
- Pre Removal Risk Assessment (PRRA) Applications and Submissions
- Student Visa, Extensions, Restoration of Status Applications
- Visitor visas
- Humanitarian and Compassionate Applications for Permanent Residence
- Citizenship Matters
- Permanent Resident Status Appeals
- Judicial Review Applications (appeals to the Federal Court of Canada for negative decisions)
- Detention Reviews
- Notarizing and Certification of Documents
- Invitation Letters

CLINIQUE JURIDIQUE COMMUNAUTAIRE DE L'UNIVERSITÉ D'OTTAWA UNIVERSITY OF OTTAWA COMMUNITY LEGAL CLINIC

Ottawa, ON

Louise Toone
Clinique juridique communautaire de l'Université d'Ottawa
17, rue Copernicus Ottawa ON
tél: (613) 562-5600
fax: (613) 562-5600

www.uottawa.ca/associations/clinic/

Profil de l'organisation / Organization Profile

La Clinique juridique communautaire de l'Université d'Ottawa fournit des services juridiques à la communauté d'Ottawa. Notre personnel étant constitué d'avocates et d'avocats et d'étudiantes et d'étudiants en droit, nous offrons des services d'éducation juridique au public et des conseils juridiques; nous représentons les parties devant les tribunaux dans différentes affaires civiles et criminelles et dans des dossiers portant sur les droits des locataires. Nous aidons aussi les femmes qui ont été victimes d'actes de violence à obtenir une indemnisation. De plus, notre division autochtone unique, composée d'étudiantes et d'étudiants autochtones en droit, offre des services juridiques à la communauté autochtone d'Ottawa.

Nos services sont principalement destinés aux personnes à faible revenu, à la population étudiante et aux membres de groupes traditionnellement défavorisés. Ils sont fournis gratuitement par des étudiantes et étudiants en droit qui sont supervisés par des avocates et avocats salariés de la Clinique. Nos services sont offerts en français et en anglais.

The University of Ottawa Community Legal Clinic provides legal services to the Ottawa community. Staffed by lawyers and law students, the University of Ottawa Community Legal Clinic provides public legal education, legal advice, representation at court for a variety of civil, criminal, and tenant-related matters. We also assist women who have been victims of violence obtain compensation, and have a unique aboriginal division with aboriginal law students who provide legal services to members of Ottawa's aboriginal community.

The University of Ottawa Community Legal Clinic primarily serves low income people, students, and members of historically disadvantaged groups. Our services are provided free of charge. Our services are provided by law students who are supervised by staff lawyers. We provide our services in both French and English.

Wagma Isaqzoy
Entraide Universitaire Mondiale du Canada
World University Service of Canada
1404 Scott St.
Ottawa, Ontario
Phone : 613.798.7477 / 1.800.267.8699
Fax: 613.798.0990

www.wusc.ca

Profil de l'organisation / Organization Profile

L'EUMC est un réseau de personnes et d'institutions d'enseignement postsecondaire qui croient que tous les peuples ont droit à l'acquisition des connaissances et des compétences qui permettent la construction d'un monde plus juste. Notre mission vise à promouvoir le développement humain et la compréhension globale par l'éducation et la formation.

WUSC is a network of individuals and post-secondary institutions who believe that all peoples are entitled to the knowledge and skills necessary to contribute to a more equitable world. Our mission is to foster human development and global understanding through education and training.

Students Without Borders (SMB) is a WUSC initiative that offers university and college students exciting volunteer learning opportunities in a developing country during an academic term. SWB offers you the change to make a tangible difference in the lives of people living in disadvantaged communities in Africa, Asia or South America. It can be a life-altering experience!

Placements with WUSC's development partners in the South let you grow and experience new cultures while applying your classroom knowledge and theory to 'real life' international development projects. And in many cases, you can earn academic credits at the same time.

